

# « Espaces et femmes », numéro spécial des *Cahiers de géographie du Québec*

Huguette Dagenais

Volume 1, numéro 2, 1988

Femmes et développement - mythes, réalités, changements

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057526ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057526ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dagenais, H. (1988). Compte rendu de [« Espaces et femmes », numéro spécial des *Cahiers de géographie du Québec*]. *Recherches féministes*, 1(2), 155-159. <https://doi.org/10.7202/057526ar>

ont décidé d'émigrer, et de reconstituer leur trajectoire » (p. 24). Toutefois, cette possible lecture du social par le biais de l'expérience subjective implique un travail de la part des sociologues et une attention qui peut aller jusqu'à la remise en cause des modèles de lecture macro-sociaux. On est ici bien loin du compte. À quoi sert d'aller chercher un matériel plus riche si on ne veut voir que ce qui conforte le cadre d'analyse, lequel devient par le fait même un carcan idéologique.

Une autre critique, largement imputable aux mêmes sources, c'est la tendance à ne prendre ces immigrantes en considération que sous leur dimension productive. Là encore, la troisième partie s'avère la plus décevante. Depuis le début des années 80, tout un courant de critique sociologique, se situant à la charnière de la sociologie du travail et de la sociologie de la famille, réfléchit à l'articulation entre travail domestique et travail salarié. Quelques ouvrages produits par ce courant<sup>1</sup> sont certes mentionnés en bibliographie mais on est loin d'en ressentir les effets dans le corps de l'ouvrage. Et la troisième partie, avec ses chapitres d'inégale importance sur le travail et la famille, procède de la juxtaposition et non de la mise en rapport.

Malgré ces défauts, l'ouvrage n'est pas inintéressant. Plusieurs éléments peuvent nourrir des analyses ultérieures et l'approche méthodologique n'est pas dénuée d'intérêt.

*Diane Lamoureux  
Département de science politique  
Université Laval*

#### Note

1. Je pense ici principalement aux travaux accomplis par l'Atelier/Production/Reproduction.

#### **« Espaces et femmes », numéro spécial des Cahiers de géographie du Québec, volume 31, numéro 83, septembre 1987.**

Dans leur « Introduction » à ce numéro spécial des *Cahiers de géographie*, Anne Gilbert et Damaris Rose expliquent que l'objectif de cette publication est de « remédier à l'absence de la géographie féministe dans les publications destinées aux francophones ». Avec ses dix articles, trois notes bibliographiques et neuf comptes rendus d'ouvrages récents, ce volumineux numéro (325 pages) remplit certainement en partie cet objectif. Les contributions, dont deux sont en anglais, proviennent principalement du Québec et de la France, mais aussi du Canada, des USA, du Brésil et d'Espagne.

Après un bref aperçu de l'évolution de la géographie féministe depuis sa naissance durant la décennie 70, Gilbert et Rose présentent les contributions en les réunissant sous trois thèmes principaux : la localisation (dans les espaces

domestiques et publics; dans les lieux d'activité professionnelle; dans les villes et les régions urbaines), l'interprétation (selon laquelle les rapports patriarcaux se maintiennent par et dans l'espace, et dont l'étude exige une ouverture méthodologique) et la revendication (qui se manifeste tant dans le contenu que dans la terminologie résolument politique de plusieurs auteures). Ce regroupement fait ressortir les perspectives communes aux auteures issues de disciplines différentes et les relie à différents cadres théoriques de la géographie (géographie humaniste, géographie du comportement, géographie marxiste).

Il y a, en effet, une grande parenté dans le regard que portent ces chercheuses et chercheurs aux réalités urbaines. Non seulement l'attention se porte-t-elle sur les femmes mais les auteures se placent du point de vue des femmes et adoptent une approche qualitative des phénomènes, soit en utilisant des méthodes qualitatives, soit en appliquant ce que Gilbert et Rose désignent comme des « techniques souples de traitement de l'information » (et que je qualifierais d'approche qualitative des statistiques), soit en combinant les deux.

À première vue, l'étude des manuels de savoir-vivre sur laquelle porte le premier article peut paraître étrange pour cerner la place des femmes et des hommes dans l'espace public français depuis un siècle. Mais cette étude permet à Jacqueline Coutras de démontrer à quel point l'espace, loin d'être une donnée ou un concept neutre, est au contraire historiquement, socialement et politiquement défini et divisé en fonction de l'un et l'autre sexe. Si l'espace public n'est désormais plus interdit explicitement aux femmes, dans les manuels de savoir-vivre les plus récents, des distinctions demeurent entre les normes masculines et féminines de comportement; comme dans la vie quotidienne, les femmes doivent apprendre à reconnaître les moments et les lieux où elles peuvent circuler librement dans l'espace dit public et ceux où elles devraient y renoncer.

Les trois articles suivants portent sur les villes de Québec et Montréal dont ils nous font apprécier l'ampleur des changements sociologiques récents. La sociologue Andrée Fortin rend compte d'une recherche où elle a examiné la répartition résidentielle de différents types de familles dans douze quartiers de l'agglomération de Québec et cherché à découvrir les « nouveaux » réseaux de sociabilité. La localisation des familles monoparentales « dans les quartiers populaires où le logement coûte moins cher » confirme ce que les statistiques démontrent par ailleurs, à savoir que ces familles forment « un des groupes les plus pauvres de notre société ». Les résultats montrent aussi l'importance des rapports d'entraide et d'amitié entre les femmes, tant pour celles qui travaillent à l'extérieur du foyer (pour la garde des enfants, notamment) que pour celles qui y demeurent, rapports qui prennent désormais en bonne partie le relais des rapports traditionnels entre mère et fille ou entre sœurs.

L'article d'Anne-Marie Séguin et Paul Villeneuve sur le centre de la haute-ville de Québec attire également l'attention sur le comportement de différents types de familles, notamment les familles monoparentales et les ménages composés de personnes seules. Les auteurs mettent en rapport les changements « qui atteignent la sphère dite privée », c'est-à-dire au niveau des familles, et qui font que les femmes occupent une place grandissante dans le centre-ville, avec les « transformations dans la sphère de l'emploi » (tertiarisation, féminisation, polarisation des structures occupationnelles, les femmes occupant le pôle

inférieur constitué des emplois peu qualifiés). Pour Séguin et Villeneuve, la place des femmes dans la ville est importante, « non pas au plan numérique mais en tant que force sociale en émergence », et doit être mise en rapport avec les luttes des femmes, luttes qui, à Québec dans le passé, ont porté sur des enjeux urbains. Leur conclusion est que, même au sein des luttes féministes plus autonomes, l'accès au centre-ville et aux services — « le front urbain » —, demeure et demeurera « un front essentiel ».

Damaris Rose traite elle aussi de la restructuration de l'emploi mais en considérant la « nouvelle classe moyenne » qui en est issue et qui est à son tour le moteur de la gentrification en cours dans les trois quartiers centraux de Montréal qu'elle a étudiés. Elle procède d'abord à une revue critique de la littérature de géographie urbaine, et en particulier des travaux d'auteurs marxistes portant sur la restructuration de l'économie et la gentrification. Puis, à partir des données sur les professionnelles et professionnels des recensements de 1971 et 1981, et en prenant en compte la « composante sexuelle », particulièrement dans la division du travail et les « relations de reproduction » que cette littérature avait largement ignorée, elle montre que la gentrification est loin d'être un phénomène homogène. Ainsi, le choix entre coopérative, copropriété indivise et appartement locatif « de luxe » varierait non seulement selon le degré de sécurité financière des individus mais également selon leur sexe. De plus, « certains nouveaux modes d'habiter sembleraient comporter une plus grande compatibilité avec les besoins des populations défavorisées », lesquelles ont largement fait les frais de la gentrification jusqu'à présent. Devant l'image fortement nuancée qui se dégage de telles études, l'auteure conclut à la nécessité de recherches empiriques exemptes de dogmatisme théorique et tenant compte des rapports sociaux de sexe.

L'activité professionnelle des femmes et les nouvelles couches moyennes sont également au centre des préoccupations des deux textes suivants portant sur la France. Combinant les résultats de l'analyse du dernier recensement général (1982) et ceux de l'analyse de contenu d'une soixantaine d'entretiens approfondis et semi-directifs, Jeanne Fagnani examine les variations dans le taux d'activité des mères ayant de jeunes enfants à charge et dont le conjoint est « cadre » ou ouvrier, selon leur lieu de résidence dans la région de l'Île-de-France. Elle examine ensuite les stratégies élaborées par les femmes des « nouvelles classes moyennes » pour concilier obligations familiales et vie professionnelle. La division sexuelle du travail au sein de la famille demeurant inégale, l'auteure se demande dans quelle mesure les contraintes spatio-temporelles (l'exiguïté des logements au centre-ville où se trouvent concentrés services et équipements; le temps de transport entre le domicile et les lieux de travail, de loisir, de consommation etc.) peuvent inciter les femmes qui ne veulent pas interrompre leur vie professionnelle à réduire le nombre de leurs maternités, et en particulier, à refuser la venue d'un troisième enfant. Même si toutes les régions urbaines ne connaissent pas une situation aussi difficile que la région parisienne, la conclusion de l'auteure confirme la nécessité pour les pouvoirs publics, tant « préoccupés actuellement par le déclin de la natalité », de prendre en compte « le désir et/ou la nécessité d'un nombre croissant de mères d'exercer une activité professionnelle » et de favoriser « la multifonctionnalité des espaces ». L'article de Chantal Balley confirme que ce mouvement d'insertion

professionnelle des femmes se produit depuis 1950 à l'échelle de la France toute entière, « en dépit de l'insuffisance des équipements et des structures territoriales d'aide aux mères de famille ». De plus, comme le montrent les statistiques étudiées, même si les femmes tirent profit des moyens de contraception efficaces désormais à leur disposition pour aménager la taille de leur famille, les contraintes d'espace dans les logements empêchent encore beaucoup d'entre elles de tirer profit d'équipements ménagers qui leur permettraient de véritables économies de temps, comme le lave-vaisselle et le congélateur par exemple.

C'est précisément de stratégies et d'organisations féminines dont il est question dans les trois articles suivants. Suzanne Mackenzie, s'exprimant en anglais, examine comment, suite à la récession économique et à la réduction des possibilités d'emploi dans le secteur formel, des femmes de West Kootenay, une région périphérique de Colombie Britannique, ont mobilisé les ressources humaines et matérielles locales pour développer les entreprises à base familiale (comme le gardiennage des enfants) et de type artisanal qui existaient déjà dans le secteur informel. L'auteure, loin de voir là un simple repli vers des formes pré-industrielles d'auto-suffisance, souligne les implications possibles de ces initiatives, notamment en termes de changement dans les rapports de sexes, lesquels seraient, dans les circonstances, basés davantage sur le partenariat.

Avec Maria José Carneiro et Lena Lavinias, nous passons ensuite au Brésil pour observer les changements en cours dans la conscience des femmes. Les auteures analysent la mobilisation des paysannes de l'état de Rio de Janeiro au cours du processus de réforme agraire. Si, dans cette région comme ailleurs, la participation des femmes a d'abord obéi à « une dynamique de flux et de reflux déjà bien connue » et faisant en sorte que celles-ci retournent à la vie familiale une fois les révolutions ou autres changements politiques considérés comme accomplis, les auteures soulignent une nouveauté significative. Les paysannes brésiliennes revendiquent dorénavant la reconnaissance professionnelle de leur travail et les femmes seules envisagent de plus en plus d'exercer le métier d'agricultrice, remettant ainsi en cause le modèle dominant de l'exploitation agricole familiale. Il serait d'ailleurs intéressant de comparer la mobilisation graduelle des agricultrices brésiliennes avec celle que nous avons pu observer ces dernières années dans plusieurs pays occidentaux et au Québec en particulier où, en 1987, des milliers d'agricultrices se sont regroupées sur une base professionnelle et syndicale dans la Fédération des agricultrices du Québec.

Enfin, dans le deuxième texte en anglais du numéro, Fiona Mackenzie analyse les modes passés et présents d'organisation locale des femmes au Kenya, dans un district de petites propriétés, et les relie aux changements dans les rapports de production et de reproduction entre les femmes et les hommes. L'auteure présente d'abord un historique de l'organisation sociale particulière de la société gikuyu depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, organisation sociale basée à la fois sur les règles patrilinéaires d'héritage et sur la solidarité des groupes d'âge au sein desquels se trouvent les regroupements traditionnels d'aînées (*women elders*). L'auteure souligne bien la position contradictoire des femmes en tant que productrices agricoles non propriétaires foncières (*producers non-owners*) dans cette société patrilinéaire et virilocale. Elle expose les changements introduits par

le pouvoir colonial, la réforme foncière, l'introduction d'une agriculture d'exportation, la migration des hommes, etc. et montre en corollaire ce qu'on pourrait appeler la radicalisation graduelle des regroupements de femmes. Le texte est riche en détails ethnographiques et historiques qui obligent à une lecture très attentive.

À ces articles de recherche empirique s'ajoutent un texte de réflexion théorique de Lyse Pelletier « au sujet des espaces féminisés » et trois « notes biographiques ». Dans son article, Pelletier examine d'abord les approches féministes de la féminisation des espaces de la production familiale en géographie, puis le processus de féminisation lui-même dans l'histoire du Québec. Dans ce texte et dans sa note biographique sélective et commentée portant sur « femmes, géographie et environnement », Pelletier fournit une sélection de titres particulièrement utiles aux personnes désireuses d'aborder l'étude de l'environnement et de l'espace dans une perspective féministe. Ann Gilbert, pour sa part, examine les rapports entre la géographie féministe et la science en s'inspirant de l'ouvrage de Sandra Harding : *The Science Question in Feminism* (Ithaca, N.Y., Cornell UP, 1986). Elle conclut en préconisant le développement d'« une contribution féministe postpositiviste » permettant, « à partir de la territorialité des femmes, de nouvelles conceptualisations de l'objet géographique qui sont proprement féministes ». Comme Harding à propos de la science en général, Gilbert considère la diversité des démarches utilisées par la géographie féministe, non pas comme une faiblesse mais plutôt comme « un signe de sa puissance », compte tenu de la complexité des phénomènes à l'étude. Suit, enfin, le compte rendu, par Ana Bunuel Héras, d'un colloque sur l'utilisation de l'espace dans la vie quotidienne des femmes qui a eu lieu à Madrid, en 1984.

Huguette Dagenais  
Département d'anthropologie  
Université Laval